

## COMMÉMORATION DU DOUBLE ANNIVERSAIRE DU 20 AVRIL EN KABYLIE

# Cultiver la mémoire pour que personne n'oublie

**La Kabylie célébrera demain deux évènements historiques qui, malgré les vicissitudes du temps qui passe, resteront un repère pour les générations futures. Il s'agit respectivement des 29<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> anniversaires du Printemps berbère et du Printemps noir qui ont été marqués par une terrible violence de la part du pouvoir à l'encontre d'une région qui se bat pour la sauvegarde de son identité, pour la démocratie et la justice sociale.**

**Lyès Menacer – Alger (Le Soir)** – L'élection présidentielle du 9 avril dernier n'a pas fait oublier à la Kabylie l'atrocité de la répression commise par le pouvoir contre sa population. Cette région ne veut pas en fait oublier. Elle se bat contre l'amnésie que le régime souhaite imposer afin d'assurer sa survie.

Les nombreuses activités qui sont programmées, durant la semaine s'étalant du 17 au 23 avril, sont la preuve que cette région ne veut pas céder sur ses revendications qui n'ont rien de régionalistes.

Des conférences-débats, des expositions et une marche auront lieu pendant cette période pour rappeler à tout un chacun que des jeunes sont tombés sous les balles assassines des services de sécurité parce qu'ils voulaient faire entendre leurs voix, exprimer leur colère contre le déni identitaire et contre l'injustice sociale.

L'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, d'où tout avait commencé le 20 avril 1980, sera au rendez-vous cette année. Les étudiants marcheront ce 20 avril, en plus des activités

qui ont lieu à l'intérieur de leur université.

Pour le moment, le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie de Ferhat Mehenni est le seul à avoir appelé ouvertement à une marche populaire pour demain lundi.

Le Front des forces socialistes de Hocine Aït Ahmed et le Rassemblement pour la culture et la démocratie de Saïd Sadi, deux partis politiques implantés dans cette contrée du pays, n'ont rien prévu.

Joint par téléphone, le chargé à la communication du RCD, M. Mohsen Belabès, a affirmé que les militants de son parti sont instruits de s'impliquer activement dans toutes les actions et les activités qui se dérouleront en Kabylie pour commémorer le double anniversaire du 20 avril.

En dehors des festivités organisées par l'administration, à l'exemple de «la semaine de l'amazighité» qui se tient à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, les militants du RCD sont en fait autorisés par leur parti à joindre la marche des étudiants et celle du MAK, à participer aux tables rondes programmées par ce qui reste du mouvement des Arouch et à s'impliquer avec les militants du FFS, si ce parti prévoit des activités. Le RCD estime que le double anniversaire du 20 avril appartient à toute la population de Kabylie.

A noter que les autorités publiques ont commencé à s'intéresser à la célébration du 20 avril depuis l'entame des négociations du représentant du gouvernement Ahmed Ouyahia avec les représentants des Arouch

autour de la plate-forme d'El Kseur, qui n'est pas totalement satisfaite.

Ainsi, dix jours après la réélection de Abdelaziz Bouteflika pour un troisième mandat, les Kabyles sortent de leur silence pour exprimer leur attachement aux valeurs démocratiques qui sont celles de tout le peuple algérien. Des valeurs pour lesquelles plus de 120 jeunes sont tombés en martyrs durant les tragiques évènements du Printemps noir de 2001, suite à l'assassinat de Guermah Massinissa dans une brigade de la Gendarmerie nationale à Beni-Douala.

Un fait mérite toutefois d'être mis en évidence : depuis quelques années, la commémoration des évènements d'avril 1980 a tendance à se transformer en une activité folklorique et l'administration essaye de la récu-

pérer pour la vider de sa substance.

Mais l'on ne devrait pas perdre de vue cet effort fourni par de nombreuses personnes et différentes organisations culturelles qui visent à entretenir la mémoire populaire.

Car, la situation de stand-by dans laquelle se trouve aujourd'hui la Kabylie à cause de l'embargo économique et politique qui lui a été imposé, commémorer ces deux tragiques évènements, c'est rappeler que les plaies ne sont pas pansées et que la lutte continue.

Et ce n'est pas un troisième mandat de Abdelaziz Bouteflika, qui a déclaré tout ignorer des évènements du Printemps noir de 2001, qui pourrait détourner toute une région du chemin qu'elle avait depuis fort longtemps choisi.

L. M.

## LE PRINTEMPS BERBÈRE ET LE CAMP DÉMOCRATIQUE

# La renaissance ou la fin des illusions

**Avril 1980 et avril 2001, deux dates charnières pour l'Algérie républicaine. Elles sont synonymes de sacrifices de la jeunesse algérienne offerts au long combat pacifique pour la démocratie dans notre pays.**

Dans le sillage de ces sacrifices, la mouvance démocratique a certes conquis des espaces, malheureusement vite remis en cause par le régime au pouvoir depuis 10 ans. Cette mouvance a, par ailleurs, facilement prêté le flanc aux critiques pour n'avoir pas su préserver ces avancées démocratiques. Avril 2009, n'est-il pas venu le temps des évaluations et des remises en cause des fausses certitudes ?

«Où sont les partis de l'opposition ? Que font-ils ? Ils ne se manifestent que pendant les campagnes électorales !» Combien de fois avons-nous entendu cette récrimination sincère des citoyens inquiets. Manifestement, la présence des partis de l'opposition sur le terrain est largement en deçà des attentes populaires et surtout des espoirs suscités.

Toujours est-il que les couches populaires ne se font aucune illusion sur la nature du système en place. «Ils sont capables de tous les excès pour garder leurs privilèges», entendons-nous très souvent.

La dernière campagne électorale a fait apparaître un échantillonnage de ces dépassements. Pour le malheur du pays, les lois de la République et la morale ne sont plus un problème pour un grand nombre d'Algériens près du pouvoir.

Pour parvenir à leurs fins — s'emparer de tout ce qu'ils peuvent prendre, ils s'affranchissent des interdits. Pour ce faire, il leur suffit de se faire identifier comme étant listés à proximité du pouvoir. Une nomenclature à la soviétique. Dès lors, la léthargie de la mouvance démocratique exacerbe davantage la déception des citoyens.

L'absence avérée ou erronée des démocrates sur le terrain est à chercher en partie dans leur désorganisation. Combien de militants de valeur ont été marginalisés ou exclus ?

Hormis une minorité insignifiante sans représentativité et qui accepte la rémunéra-

tion pour déployer de la nuisance contre l'opposition démocratique, la majorité des exclus restent fidèles à leurs convictions et poursuivent la lutte en solitaire. Ils constituent un énorme potentiel à intégrer, pour peu que les directions des partis politiques se départissent des méthodes antérieures de gestion qui ont causé tant de dégâts dans leurs rangs ; refus de l'émergence des personnalités ou de courants de pensées divergents mais complémentaires comme cela se fait ailleurs, absences de débats...

Parce qu'ils ne règlent les désaccords internes que par le recours à l'urne, chaque scrutin coûte cher à ces partis politiques. Leurs dirigeants ne prennent pas le temps de recul nécessaire pour faire un état des lieux de leurs instances organiques et politiques qui subissent des érosions inquiétantes. Il est vrai aussi que la mouvance démocratique est la principale cible du pouvoir en place. Elle a subi les affres de la manipulation et les pressions politiques et économiques. Le pouvoir fait tout pour priver cette opposition de l'accès aux moyens logistiques pour s'ancrer et activer dans la sérénité. Ne dit-on pas que c'est dans l'adversité que les retrouvailles sont fortes ?

La situation du pays impose cette conciliation. Encore faudrait-il que les évincés évacuent leur colère, souvent légitime mais bien inutile dans cette conjoncture que traverse le pays.

En la matière, le lobbying des militants est important pour éviter des positions extrêmes et d'attaques politiques aussi bien superflues que dévastatrices, particulièrement lorsqu'il s'agit de personnes ou d'instances du même camp. Cela a été déploré par les citoyens lors de la campagne pour le boycott de la dernière présidentielle. «La lutte pacifique pour la démocratie est un bien collectif», disent souvent de simples citoyens

### Créer une dynamique des réformes

Entre prendre le pouvoir, ou du moins une partie du pouvoir, et imposer des réformes démocratiques, la mouvance démocratique, estiment les observateurs,

n'a pas, pour le moyen terme, les instruments de ses ambitions. De plus les tentatives isolées pour intégrer le pouvoir ont été des expériences négatives qui ont coûté très cher, au plan de la popularité, à leurs auteurs.

L'opposition démocratique n'a pas, en outre, déterminé ses priorités. Ce n'est pas le cas des islamistes qui en imposant, particulièrement depuis 1999, des lois restrictives et une économie de bazar se sont entrouvert par la suite les portes du pouvoir. Malheureusement, ils ne sont pas près de s'arrêter à mi-chemin. Ils exigent, en effet, l'amnistie générale pour revenir en force. Même le GSPC participe à cette offensive. Et pour cause, au moment de la proclamation des résultats que l'on sait, des informations sécuritaires, passées inaperçues, ont néanmoins circulé.

Droukdel a effectivement choisi le moment où le pouvoir réglait le sort de l'élection présidentielle pour faire une incursion sur la scène sécuritaire. Il a désigné des nouveaux «émirs» de katibat et de régions. C'est certainement un message destiné au pouvoir afin de lui signifier que ce mouvement insurrectionnel n'est pas fini.

De même, la sécurité du pays est très précaire, notamment à ses frontières, cela pose problème d'autant plus que la situation, politique économique et sociale de la jeunesse n'incite plus à l'optimisme. Les frustrations nées de ces crises et des coups de force du pouvoir sont un terreau pour la violence urbaine et du pain béni pour les islamistes radicaux.

Seule une opposition forte et crédible pourra absorber cette violence et la transformer en énergie saine.

D'un autre côté, la tentative désespérée de donner une assise sociale et de légitimer le pouvoir en place s'est finalement révélée un cuisant échec. Le régime est plus que jamais isolé de la population et par conséquent fragilisé à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. C'est une opportunité pour les démocrates. On l'a vu pendant la campagne électorale lorsqu'ils se sont mis dans la situation de créer l'événement, le camp démocratique a semé plus que le doute,

mais la panique au sein des hautes sphères du pouvoir l'obligeant ainsi à réagir de manière disproportionnée.

Les démocrates ont donc de la marge pour manœuvrer. Les sorties médiatique du FFS, du RCD et de quelques personnalités nationales sur la nécessité de regrouper les forces démocratiques n'ont pas laissé indifférents grand nombre de citoyens qui espèrent maintenant la concrétisation de cette noble ambition.

Dans l'urgence, un pôle démocratique constitué aura au minimum pour tâche de dénoncer et de trouver les moyens politiques pour contrer la prédation que subit l'Algérie.

Au moins sur ce point, les divergences ne seront pas importantes. Ils sont en effet tous d'accord sur les risques qui pèsent sur notre pays si des balises ne sont pas mises sur le chemin du pouvoir.

Au plan populaire, ce ne sera que payant pour un ancrage plus important des républicains dans la société. En outre, Il est heureux de constater que les appels de ces derniers jours pour une convergence des démocrates sont faits dans un esprit rassembleur. Ils évitent des positions radicales. Ils s'adressent même à l'aile gauche des islamistes qui ne décrète pas que la démocratie est «kofr», celle qui rejette la violence et accepte le principe de l'alternance pacifique au pouvoir.

Ils sont nombreux ces Algériens dans l'administration et à la périphérie du pouvoir, pour qui la démocratie n'est pas l'apanage uniquement des seuls partis politiques. Ils attendent probablement une mouvance rassembleuse, fiable, solidaire, qui active conjointement pour des solutions démocratiques aux problèmes du pays et qui préconise un discours politique pondéré.

C'est pour un grand nombre de cadres une situation qui leur permet au minimum se s'affranchir des pressions du pouvoir pour ne pas devenir les complices passifs. En clair, ils souhaitent que l'opposition démocratique leur propose une démarche sécurisante pour l'avenir du pays avant de la soutenir.

Abachi L.